

ÉTUDE EXCLUSIVE

Impact de l'absence d'Happy Hour sur la santé psychosociale et le bien-être au travail des salariés bretons

Comité Scientifique de la CGT Bretagne Santé Travail

Mars 2025

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cette étude longitudinale menée sur trois ans (2022-2025) auprès de 2 547 salariés bretons établit pour la première fois **une corrélation directe entre l'absence d'accès à des Happy Hours abordables et la dégradation des indicateurs de santé au travail**. Nos recherches démontrent que les travailleurs des zones littorales bretonnes, où la pratique de l'Happy Hour est nettement moins répandue que dans les grandes métropoles (Rennes, Brest), présentent des taux significativement plus élevés de stress professionnel (+42%), d'insatisfaction au travail (+37%) et de sentiment d'injustice sociale (+61%).

Cette inégalité territoriale constitue un enjeu majeur de santé publique et de cohésion sociale que les pouvoirs publics et les acteurs économiques ne peuvent plus ignorer.

MÉTHODOLOGIE

Notre équipe pluridisciplinaire composée de médecins du travail, psychologues, sociologues et économistes a utilisé une approche mixte combinant:

- Données quantitatives:** Questionnaires standardisés sur le stress professionnel, la satisfaction au travail et la qualité de vie (n=2547)
- Données qualitatives:** Entretiens semi-directifs (n=175) et groupes focaux (n=23)
- Analyse spatiale:** Cartographie comparée de l'offre d'Happy Hour et des indicateurs de santé au travail
- Suivi longitudinal:** Mesures répétées sur 3 ans pour évaluer les variations saisonnières et les effets à long terme

Les participants ont été recrutés dans 47 communes bretonnes, réparties en trois catégories:

- Zones urbaines avec forte présence d'Happy Hour (Rennes, Brest, etc.)
- Zones littorales touristiques avec faible présence d'Happy Hour (Saint-Malo, Perros-Guirec, etc.)
- Zones rurales (groupe témoin)

PRINCIPAUX RÉSULTATS

1. Disparités territoriales alarmantes

Notre cartographie révèle une **inégalité territoriale flagrante** dans l'accès à l'Happy Hour:

Type de zone	% d'établissements proposant un Happy Hour	Prix moyen d'une pinte pendant Happy Hour	Prix moyen hors Happy Hour
Métropoles	73,4%	3,90€	6,50€
Villes moyennes intérieures	48,2%	3,70€	5,80€
Littoral touristique	12,1%	4,90€	7,90€

Cette disparité s'accroît drastiquement pendant la période estivale dans les zones littorales, avec une quasi-disparition de l'offre Happy Hour (-92,7%) alors même que les prix standards augmentent (+18,4%).

2. Impact sur la santé psychosociale

Les travailleurs résidant dans les zones à faible présence d'Happy Hour présentent:

- **Risque de burn-out** augmenté de 42,3% ($p < 0,001$)
- **Sentiment d'injustice sociale** supérieur de 61,7% ($p < 0,001$)
- **Conflits interpersonnels au travail** plus fréquents de 28,4% ($p < 0,01$)
- **Absentéisme** plus élevé de 23,1% ($p < 0,01$)

Ces résultats restent significatifs après ajustement sur l'âge, le sexe, la catégorie socioprofessionnelle et le niveau de revenu.

3. Coûts économiques et sociaux

L'absence d'Happy Hour dans les zones littorales engendre:

- **Coût direct pour les salariés:** Surcoût annuel moyen de 780€ par travailleur pour une consommation sociale équivalente
- **Coût pour les entreprises:** Perte estimée de 14,3 jours de travail par salarié et par an liée à l'absentéisme et au présentéisme
- **Coût pour la collectivité:** Dépense supplémentaire de 12,7 millions d'euros en soins de santé mentale pour la région Bretagne

4. Témoignages révélateurs

Les entretiens qualitatifs mettent en lumière le ressenti des travailleurs:

"À Paris, mes collègues bénéficient d'Happy Hours à 4€ la pinte après le boulot. À Saint-Malo, je dois déboursier 8€ pour le même verre. Comment ne pas se sentir discriminé?" - Rémi, 34 ans, technicien informatique

"L'Happy Hour, c'est plus qu'une question de prix. C'est un moment de décompression collective après le travail. Ici à Dinard, ce rituel social n'existe tout simplement pas." - Soizic, 41 ans,

"J'ai travaillé à Nantes pendant 5 ans avant de venir à Concarneau. La différence est flagrante. Là-bas, l'after-work était un moment institué. Ici, c'est chacun chez soi après le boulot. L'ambiance au travail s'en ressent énormément." - Gwendal, 28 ans, commercial

ANALYSE DES FACTEURS EXPLICATIFS

Plusieurs facteurs contribuent à cette situation inéquitable:

1. **Politique tarifaire opportuniste** basée sur la captivité des consommateurs en zone touristique
2. **Méconnaissance des bénéfices sociaux et économiques** de l'Happy Hour par les établissements
3. **Absence de cadre réglementaire** imposant des pratiques tarifaires équitables
4. **Mythe de la non-rentabilité** de l'Happy Hour en zone touristique, démenti par notre analyse économique

Notre analyse économétrique démontre qu'un établissement proposant un Happy Hour quotidien de 2 heures augmente sa fréquentation de 37,2% sur cette plage horaire et de 22,5% sur l'ensemble de la journée, compensant largement la réduction tarifaire.

RECOMMANDATIONS

Face à ce constat, le Comité Scientifique de la CGT Bretagne Santé Travail formule les recommandations suivantes:

Pour les pouvoirs publics:

- Instituer un "**Droit à l'Happy Hour**" dans le code du travail comme élément de prévention des risques psychosociaux
- Créer une "**Charte régionale de l'Happy Hour équitable**" avec un label officiel
- Mettre en place des **incitations fiscales** pour les établissements pratiquant l'Happy Hour dans les zones actuellement sous-dotées

Pour les employeurs:

- Intégrer la proximité d'établissements pratiquant l'Happy Hour dans l'évaluation des risques psychosociaux
- Promouvoir les moments de convivialité post-travail comme facteur de cohésion d'équipe
- Négocier des partenariats avec les établissements locaux pour des tarifs préférentiels

Pour les syndicats:

- Inclure l'accès à l'Happy Hour dans les négociations de branche et d'entreprise
- Sensibiliser les salariés à leurs droits en matière de bien-être au travail

- Organiser des actions de mobilisation pour l'équité territoriale
-

CONCLUSION

Cette étude pionnière démontre scientifiquement ce que beaucoup pressentaient intuitivement: **l'accès à l'Happy Hour constitue un déterminant majeur de la santé au travail et du bien-être social**. L'inégalité territoriale flagrante entre les métropoles et le littoral breton représente une discrimination économique et sociale qui affecte négativement la santé des travailleurs.

Le Dr. Yann Le Gall, responsable de l'étude, conclut: **"L'Happy Hour n'est pas un luxe superflu mais une nécessité sociale dont l'absence a des répercussions mesurables sur la santé des travailleurs. Il est temps que les pouvoirs publics et les acteurs économiques prennent conscience de cet enjeu de santé publique et agissent en conséquence."**

ANNEXES

1. Carte détaillée de la "Fracture apéritive bretonne"
 2. Tableaux statistiques complets
 3. Méthodologie détaillée
 4. Liste des publications scientifiques associées
 5. Composition du comité scientifique
-